

Ligue Burundaise des Droits de l'Homme

I T E K A

Avenue de la Mission N° 29, Avenue des Euphorbes N° 4, BP 177 Bujumbura- Tél: 228636-211623-E-mail Iteka@cbinf.com

Café de Presse

13ème Edition

Bujumbura, le 16 octobre 2003

THEME : PROBLEMATIQUE DE LA VERITE ET RECONCILIATION AU BURUNDI.

Panélistes:

Abbé Astère KANA

Honorable Léonidas HAVYARIMANA

Honorable Philippe NZOBONARIBA

Animateurs:

Corneille NIBARUTA (BONESHA)

Athanase NTIRUHANGURA (RTNB)

Emmanuel NSABIMANA (RPA)

Fiacre MUNEZERO (ISANGANIRO)

Introduction du modérateur :

Katiyunguruza Anselme :

Deux mots extrêmement chauds en signification quand on parle du Burundi que nous connaissons tous, le Burundi qui célèbre bientôt 10 ans d'anniversaire de la crise. On ne remarque aucun signe de résolution pacifique de ce conflit. Ce café de presse 13^{ème} édition va donc pencher sur cette opportunité de mettre en place cette commission vérité et réconciliation qui est une commission prévue par les Accords de paix d'Arusha. Est ce que les conditions sont réunies pour dire la vérité dans ce pays ? Est ce que plusieurs fora qui se sont organisés pour tenter de chercher une solution à la crise burundaise ont permis à la vérité de sortir ? Au niveau des débats, nous allons pouvoir parler de Kajaga, ensuite de partenariat et plus tard Arusha. Est ce que réellement, les Burundais actuellement peuvent se réunir pour parler de la

vérité et de la réconciliation ? Est ce que le terrain est favorable ? C'est à toutes ces questions que nous allons tenter de trouver de réponses.

Nous avons absolument tenu à associer des hommes d'Eglises, l'Eglise qu'on appelle universelle qui nous a aidé à nous faire coloniser et à nous faire décoloniser est tout à fait représentée. Au niveau du panel, nous avons invité monsieur l'abbé Kana Astère qui est membre de la CSA, monsieur Léonidas qui est du parti PADER, Philippe Nzobonariba qui est parlementaire, il est également négociateur

Au niveau de la salle, nous avons beaucoup de politiciens qui auront l'occasion de se présenter eux-mêmes à chaque fois qu'ils auront l'occasion de prendre la parole.

Les radios animatrices qui sont pratiquement les mêmes, il y a la radio nationale, la radio Bonasha FM, et la radio publique africaine. Je crois que Isanganiro pourra nous rejoindre tout à l'heure au cours des débats. Mesdames et messieurs donc, je voudrais déclencher, pas des hostilités mais des échanges fructueux pour essayer de voir ensemble comment mettre sur place une commission Vérité et Réconciliation Cela ne suffit pas de présenter les bonnes intentions au niveau d' Arusha mais il est question également de vouloir les mettre en application. Les autres peuples sont prêts à dire la vérité et à se réconcilier définitivement. Je passe la parole aux radios animatrices si elles sont prêtes, elles pourront poser des questions si non on passe la parole au panel pour s'exprimer un peu sur le contenu du thème qui nous préoccupe aujourd'hui. Est ce qu'on peut réellement parler de la vérité, de la réconciliation au Burundi ? Mesdames, Messieurs, je voudrais donner la parole aux panélistes pour s'exprimer un peu.

Athanase Ntiruhangura (RTNB) :

Il y en a ceux qui croient que de l'avènement de l'Indépendance jusqu'aujourd'hui, l'histoire du Burundi est jalonnée des tragédies qui se sont succédées. Aujourd'hui, il y en a qui veulent connaître la vérité. Est ce qu'il est possible de connaître la vérité aujourd'hui ? La question est adressée tour à tour au panel.

Abbé KANA :

Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord remercier les organisateurs de ce café de presse. C'est absolument l'occasion pour nous de confronter les idées et de créer un centre, de tourner le regard vers le futur et de construire avec nos idées et de les mettre plus en action. Moi, je suis un théoricien, heureusement que je suis avec des politiciens. Je commencerais avec des questions de principe et je pense que les politiciens vont me compléter avec des points de vue pratiques. Ce que je voudrais dire d'abord, c'est que la vérité est un devoir de conscience, devoir de conscience pour l'harmonie personnelle et pour l'harmonie sociale. Sans la vérité, il n'y a pas de conscience et sans la conscience, la vie n'est pas possible. Ceci dans tous les niveaux et dans tous les échelons de la vie et dans tous les secteurs de la vie.

Cela veut dire que toute institution ou toute société ou toute association qui prêche ce principe provoque nécessairement de la crise et s'il y a une crise dans ce pays, il faut peut être commencer par là, est ce qu'il y a la vérité entre les citoyens, est ce qu'il y a la vérité dans les institutions, est ce qu'il y a la vérité dans les cœurs, est ce qu'il y a la vérité en politique ? Je dirais également que la vérité est une exigence de la logique, une exigence de la science, notre intellect est tendu vers la recherche de

la vérité étant que cette vérité n'est pas atteinte. Eh bien, il y a une tension permanente dans l'individu, il en est de même dans la société.

Si la société n'a pas de vérité qu'elle souhaite avoir, eh bien cette tension est permanente. Si donc aujourd'hui il persiste des tensions, c'est qu'il y a une vérité qui doit être recherchée pour elle-même et pour l'harmonie sociale. Troisièmement, je dirais que la vérité est une exigence de l'histoire, fort heureusement que ceux qui négocient l'ont compris. Par exemple, ils ont compris que les Burundais ne peuvent pas continuer à vivre de plusieurs lectures de leur histoire. Si non quelle image de la société auront-ils ? Quel avenir commun pourront-ils obtenir ?

Quatrièmement je voudrais m'arrêter là, c'est une nécessité de libérer la pensée, si nous partons par exemple de l'histoire, il y a des faits qui ont été manipulés, il faut absolument retrouver la vérité pour que les burundais puissent joindre les autres dans la pensée et non seulement vivre dans l'opposition conflictuelle, il faut libérer l'homme des préjugés, des traumatismes, des manipulations de tout genre et surtout, ici j'insiste, la vérité est nécessaire pour servir la justice, ici je rejoins 3 points qui sont liés essentiellement : la vérité, la justice et la réconciliation. Je mettrais la réconciliation comme une sorte de corollaire, de conclusion et ces 2 là, c'est à dire la vérité et la justice comme des préambules. S'il faut réconcilier le peuple burundais aujourd'hui, c'est cette voie que moi j'emprunterais et si les conditions ne sont pas encore remplies, il faut les créer. Ici je pense que je rentre dans la problématique sur laquelle nous allons échanger.

Honorable HAVYARIMANA Léonidas (PADER) :

Je n'ai pas grand chose à ajouter, mais lui comme il disait théologien, moi, apprenti politicien, je voudrais quand même emprunter une autre voie. On dit, la vérité et la réconciliation, mais je vous pose la question. Est ce qu'il faut connaître la vérité, quelle vérité, est ce qu'ici chacun croit détenir une vérité ? Voulons-nous connaître la vérité, mais, quelle vérité ? La nôtre ? Ma vérité ? Ou d'autres vérités. Mais quelle vérité ? Ici tout le monde au Burundi prétend vouloir connaître la vérité, mais il a peur de connaître la vérité surtout cette vérité qui n'est pas celle que lui détient. La question encore que je me pose. Pour en faire quoi ? Il faut connaître la vérité mais pour quel objectif ? Lorsque tous nous affirmons vouloir connaître la vérité, les motivations et les mobiles qui fondent notre profonde conviction sont différents. On connaît la vérité pour se venger, pour châtier, pour faire justice ? Et après ? Voilà les questions que je me pose. Au Burundi, lorsque nous parlons de vérité, nous parlons de vérité sur la responsabilité des tragédies qui ont endeuillé le pays. Les uns disent, nous voulons la vérité à partir de quand, les autres disent, nous voulons la vérité à partir de l'indépendance jusqu'à nos jours. Il y en a ceux qui veulent connaître la vérité depuis 1965 et ça devient une condition pour qu'ils puissent connaître la vérité. Il y en a ceux qui sont très réticents de remonter jusqu'au 21/10/03. Alors c'est à partir de tout ce questionnement que nous pourront alors nous poser la question comme vous nous avez invité si gentiment à ce thème « La problématique de la vérité et de la réconciliation au Burundi »

On pourra donc se poser la question : Est ce que le moment actuel est propice pour la manifestation de la vérité ? Deuxième chose, s'il y a d'emblée, je dis le moment actuel n'est pas propice pour la manifestation de la vérité. Après avoir répondu à cette question, je pourrais vous dire : Qui doit juger de l'opportunité de dire la vérité ? Alors je peux dire en kirundi (:iyo igihute gihiye kirimena). Lorsque l'abcès est mur, il finit

par crever. Je pense que quand la vérité sera mure, elle finira par se manifester. Je voudrais encore enfoncer le clou en disant qu'au moment actuel le moment n'est pas propice pour dire la vérité. Regardons bien, l'accord de paix d'Arusha, tous les politiciens ont été unanimes comme quoi il faut une commission vérité et réconciliation. Lorsqu'il s'est agi de promulguer cette loi qui avait fait sa navette gouvernement- assemblée et lorsque cette loi est arrivée au sénat, tout le monde cherche encore sur quel chemin elle a dû se perdre ; pour vous dire que si on voulait d'abord que la vérité et la réconciliation fassent son bon chemin, eh bien cette loi devrait être une des préalables qui puissent nous garantir que la vérité est en train de vouloir se manifester.

Honorable Nzobonariba :

J'essayerais de faire suite à certaines interrogations qu'on s'est posées au départ à savoir notamment : est ce que les conditions sont réunies pour que la vérité éclate ? C'est difficile de répondre à cette question parce que personnellement, ayant suivi le processus de négociation et un peu avant que la crise éclate, je me souviens, c'était en 1992 au club des vacances, on rédigeait un mémorandum à l'endroit du gouvernement de l'époque demandant aux institutions de rester encore je ne sais combien d'années pour permettre aux nouveaux partis de s'épanouir et plus tard de s'essayer à entrer en compétition.

Je me souviens quel foudre a frappé au bureau de la présidence jusqu'à sanctionner quelques pauvres plantons pour savoir comment un document pareil jugé d'injurieux avait pu pénétrer jusqu'au palais et aux autres services qui étaient plus vigilants. Comment une réunion pareille qui réunissait 6 partis politiques qui venaient de naître avait pu se tenir sans que quelqu'un ait eu vent d'un tel « complot ». Pourquoi j'introduis par là, c'est par ce que la suite nous donnera raison.

Ici au Burundi on a peur de la vérité. Peut être qu'ailleurs c'est possible mais je parle des partenaires avec lesquels on a eu à faire, c'est à dire le gouvernement. Je pense que tout au cours de ces débats qu'on a menés, il y a eu retour de ce réflexe d'écarter ou d'étouffer la vérité et ça nous a conduit à des contrats bidons. Quand je vois la convention de gouvernement qui nous a occupé combien de mois ici à l'hôtel Novotel au départ, à Kajaga et à Kigobe, toutes les tractations, quand on a compris, on a dit qu'il s'agissait d'un ouf, mais malheureusement, chacun mettait son paquet pour jouer son partenaire et après, pour faire plaisir à Ould Abdallah, on faisait des accolades pour tromper tout le monde et pour se tromper soi-même.

Ceci on va traîner ça jusqu'à Arusha, ceux qui étaient avec moi savent très bien que j'étais dans la 1^{ère} commission qui traitait la nature et les origines des conflits burundais. A un moment donné, on a même menacé de bloquer les travaux puisque à un certain moment, il ne fallait qu'on ouvre cette page là, il fallait rester là, là où l'opinion est sensible, et vous savez quelle était cette opinion ? L'opinion de l'orateur, chaque partenaire avait son opinion et prenait l'opinion internationale qui nous facilitait les débats à témoins que ce côté là était menteur.

Pour moi, je pense que pour aboutir à la vérité c'est un autre processus de décolonisation des mentalités parce que les Burundais sont prisonniers de leur culture. A Arusha, j'ai failli être engueulé parce que je disais qu'il y a une culture de mensonge au Burundi. Ils ont parlé d'une injure grave à un peuple aussi vaillant, aussi véridique et tous les proverbes et récitations ont été relevés pour dire

voilà : « ukuri guca mu ziko ntigusha », mais ils ont oublié que « uwutabeshe adasumira umwana ». Il fallait donc convaincre la communauté internationale que ce que le délégué de RPB vient de raconter était une insulte à l'endroit du peuple burundais.

Le président de la commission qui était le président de l'assemblée mozambicaine lui aussi a failli me gronder mais par après, ils ont compris qu'il y a une culture de réserve, un enfant bien éduqué ne raconte pas ce qu'il a mangé, ne dit pas ce qu'il a vu à la maison « ... womunyererako ukavunika, karya kana kazitunga.... » et l'enfant grandit dans ce sens là jusqu'à découvrir que plus on va à l'école, plus les diplômes s'accumulent, on perfectionne cette mentalité. On réfléchit en kirundi et on compose son discours en français pour être sûr qu'on les a eus, finalement à un moment donné lorsqu'il a fallu donner la toute 1^{ère} tournure du protocole I, II, III, IV, de la 1^{ère} commission, nous avons fait un document qu'on nous a lancé dans la figure parce qu'il y avait une version du G7 et du G8.

Certains les ont critiqué mais nous avons remarqué qu'il s'agissait de l'embryon de l'accord. A partir de ces versions, on a trouvé un compromis. Ceci donc pour vous dire que cette culture qui est vraiment encrée, qui ne veut pas qu'on sache la vérité et on rivalise à cacher la vérité, ça a fait que les uns disent à partir de l'indépendance, mais je peux même évoluer un peu plus loin, avant l'indépendance parce que le peuple burundais existait longtemps avant. Mais comme l'on fixe cette date là comme la 1^{ère} date de gros problèmes, on a dit voilà, il faut une lecture commune de l'histoire parce que les gens interprètent différemment les faits, mais pourtant les faits ont été, on ne devrait pas les interpréter différemment, un cadavre c'est un cadavre, on ne doit connaître d'abord comment il est mort pour conclure qu'il est mort. Le problème qui se pose, c'est qu'on a dit qu'on va remonter, pour moi donc cette vérité rencontre des obstacles et c'est là je voulais aboutir.

Les obstacles sont les intérêts si bien que maintenant on peut se poser la question : Est ce que les conditions sont réunies, est ce que les foras dans lesquels nous avons participé ont servi à quelque chose ? Pour moi, les conditions ne sont pas réunies bien que la vérité soit nécessaire.

C'est par ce que quelqu'un vous demandera est ce que c'est nécessaire de réconcilier ? Parce qu'il y a des gens qui vous disent qu'ils ne veulent pas s'inscrire en faux, parce que effectivement il y a eu triomphe du plus fort, si on lui demande la réconciliation et qu'il n'en éprouve pas, il va résister. Cela me conduit à conclure un peu comme les autres, il faut d'abord lever les obstacles, les intérêts qui bloquent la vérité. On les trouve où ? A la tête de l'Etat, parce que c'est l'Etat qui gère les intérêts ; les intérêts individuels existent aussi mais lorsque à la tête de l'Etat, on s'inscrit en faux contre la vérité, contre la nécessité de dire la vérité, ceci je le dis parce que j'ai de preuves, lorsqu'on rentrait d'Arusha, on nous interdisait formellement de dire ce qu'on s'était dit.

Le pouvoir a tenu à ce qu'on n'en connaisse le minimum possible des négociations. La preuve, c'est le récent accord de cessez-le feu, on parle de la dissolution de la gendarmerie, de quoi les gens crient tout en sachant que même s'il y avait des réserves sur le protocole des mesures de sécurité, ce point là existait mais on dit qu'il ne faut pas dire quelque chose. Il y a aussi cet obstacle là qui persiste à ce que les gens connaissent la vérité, eh bien les intérêts tombent. Alors maintenant, on

s'interroge pourquoi le projet de loi portant statut de la cour pénale qui avait été voté à l'assemblée nationale, arrivé au sénat, le gouvernement le retire.

Pourquoi le projet de loi portant organisation et fonctionnement de la commission vérité et réconciliation ? Nous avons voté cette loi au niveau de l'assemblée nationale avec quelques amendements, les aménagements pour les subtilités des uns et des autres ne soient pas lésés malgré les efforts et les concessions qu'on avait fait jusqu'à presque vider la loi de son sens, il arrive au sénat, le gouvernement le retire. Je pense que les conditions ne peuvent pas être réunies tant que l'exécutif trouve toujours des difficultés à ce que la vérité voit le jour. Si la vérité et la réconciliation a pu faire quelque chose en Afrique du sud, probablement que les Zulus, les Khosas et autres sont différents dans leurs mentalités des Burundais. Je pense que les conditions ne sont pas encore réunies et il appartient à tous ceux qui croient aux vertus de la vérité de se mobiliser, de se battre pour que la vérité puisse triompher, mais si on attend, comme font les poussins dans les coquilles pour se dégager d'eux même, nous passerons des années parce que l'antagonisme entre l'intérêt et la vérité va persister autant qu'il a vécu.

Corneille NIBARUTA :

Honorable, vous venez d'assumer cette culture du mensonge qui a caractérisé les Burundais depuis longtemps, à cela vous venez d'ajouter des obstacles que vous venez d'évoquer, notamment la tête de l'Etat qui bloque s'il faut dire la vérité au Burundi. Quelle vérité et pourquoi cette vérité ? Pour se venger, pour châtier, faire justice ? Comme vient de le signaler tout à l'heure l'honorable Léonidas, je pose la question à l'abbé Astère et je lui demanderais d'y aller concrètement et de répondre à ces questions de l'honorable Havyarimana qui sont finalement les questions qui préoccupent la population. Peut-on dire la vérité au Burundi, quelle vérité qu'on doit dire ? Allez-y, touchez du doigt à cette vérité et que doit-on dire ?

Abbé Kana :

Merci de la question mais je risque de ne pas vous satisfaire parce que moi j'ai un autre point de vue. Quand vous dites quelle vérité, c'est déjà une déformation. La vérité est une et elle est universelle. Ce sont nos regards qui sont faussés ; ce sont nos jugements qui sont faussés, ce sont nos points de vue qui sont libéralement manipulés. Nous sommes prisonniers de notre culture, nous ne pouvons pas la renier, c'est notre héritage. Ainsi par exemple, pour la vérité historique, si on a les faits, comment les interpréter différemment. Un politicien aura son point de, un historien aura, avec sa rigueur scientifique un autre point de vue mais pourtant des faits, en utilisant la même méthode d'analyse, avec l'honnêteté intellectuelle, on devrait arriver aux mêmes conclusions. Nous n'arrivons pas aux mêmes conclusions parce qu'il y a des intérêts.

La vérité est possible, il suffit de le vouloir, il suffit de créer des circonstances favorables, il suffit d'être engagé pour une cause pour le cas qui nous concerne « la justice » et ici je réponds à l'honorable Léonidas. Quel est l'objectif à la recherche de la vérité, c'est pour vivre harmonieusement. Pour vivre harmonieusement, il faut aider la justice et on n'aide pas la justice si on n'a pas la vérité en face. Le moment est-il propice ? Moi je pense que c'est le moment. Léonidas dit « igihute ntikirameneka » c'est la crise, c'est pourquoi c'est le moment de dire la vérité.

Les Burundais n'ont pas peur de la vérité ,ils ont peur de leurs citoyens, ils ont peur des hommes parce qu'il y en a ceux qui ne veulent pas entendre la vérité parce qu'elle les desservirait, et ceux là n'aimeraient pas que cette vérité sorte. Le problème est dans l'environnement, il faut reconnaître que le peuple a été traumatisé et la responsabilité se trouve chez les politiciens. S'il fallait faire une proposition, c'est du côté du politicien qu'il faut forcer la porte. Il faut qu'il y ait une volonté politique, il faut créer des circonstances favorables, il y a entre autres la sécurité, il faut mobiliser pour la réconciliation, s'il n'est pas le moment aujourd'hui, quand sera-il venu ? La vérité peut être thérapeutique, libératrice et là j'y souscris. Je n'ai pas répondu à votre question, c'est un autre point de vue, peut être j'y reviendrais.

Corneille :

Tout à l'heure l'honorable Nzobonariba a pointé du doigt la tête de l'Etat. Aujourd'hui, je pense qu'il y a eu des changements à la tête de l'Etat. Est-ce que c'est la même situation ? On ne dit pas la vérité pourquoi ? Finalement, ils partagent les mêmes intérêts ?

Modérateur :

J e suis tenté de chercher un réconfort au niveau du parterre. Maître Nzeyimana !

Maître Nzeyimana:

Je ne sais pas si je veux vous donner un réconfort, certainement que je veux vous parler franchement et je dois vous dire que je suis déçu pour une fois par mes amis Léonidas et l'honorable Nzobonariba. Je pense vraiment qu'ils ont tenu un langage qu'on ne comprend pas. Je suis content des prémices qu'a donné l'abbé Kana ; Je crois que ces premiers qu'on a qualifié de philosophiques, c'est plutôt ces là que les Barundi veulent. J'ai noté dans tout ce qu'il a dit : la vérité, c'est un devoir de conscience, je pense que personne ne peut dire le contraire, la vérité est une exigence, la vérité est une exigence de l'histoire, non plus personne ne peut le contester. Il a conclu en disant que la vérité est une nécessité pour libérer la pensée, qu'elle est nécessaire pour la réconciliation, qui peut contester ça ?

Mais alors quand j'ai entendu mes amis Léonidas de dire que le moment n'est pas venu ; est ce qu'il attend que tous les Barundi soient morts pour qu'on dise la vérité ? Quand j'entends mon ami Nzobonariba dire que la vérité n'est pas possible parce que les burundais ont une culture de mensonge, je dis non. Moi j'appartiens à une institution des Bashingantahe, j'y ai adhéré parce que je cois que c'est là une institution qui incarne des valeurs auxquelles les Barundi croient.

Parmi ces valeurs, il y a la vérité, la justice. Je veux lui démontrer que les Barundi n'ont pas une culture de mensonge. Quand on a culture du mensonge, on ne sanctionne pas, on a une justice laxiste, les Burundais punissaient tous ceux qui transgressaient le code des Barundi ceux qui tuaient, ceux qui violaient les filles, les filles qui enfantaient sans avoir un mari etc....

L'institution des bashingantahe est le symbole des valeurs traditionnelles des Barundi. Je pense que ce qui a déçu l'honorable Nzobonariba est l'attitude des politiciens. Le mensonge des politiciens est une culture récente qui s'est incrustée dans le pays. S'il dit que les politiciens burundais ont une culture du mensonge, je dirais à 100% oui. Si le Burundi était construit sur du mensonge, je ne cois pas

qu'il aurait eu l'histoire qu'il a eu. Une autre preuve est que quand on est en audience avec un paysan du nord ou du sud, il vous dit la vérité. Il vous dit ce qu'il veut. Le peuple burundais est sincère, je voulais tout simplement m'adresser à l'endroit du modérateur, je ne sais si vous contiez avoir un réconfort au niveau des politiciens, vous êtes déçus mais il fallait s'y attendre.

Qui peu comprendre que après plus de 2 ans que le gouvernement de transition est en place, il n' y ait toujours pas cette commission vérité et réconciliation ? Cela veut dire qu'au Burundi, il n y a pas des gens qui disent la vérité, des gens neutres, des bashingantahe ! L'accord d'Arusha stipule que cette devait être mise en place dans les 6 mois de la mise en place du gouvernement de transition. On n'exigeait pas énormément de fonds, on n'exigeait pas d'aller à Arusha ou à Prétoria pour la mettre en place, on exigeait tout simplement au gouvernement de pouvoir choisir parmi les filles et fils de la nation des gens qui puissent dire la vérité, neutres et juste et il y en a. Je pense que les citoyens vont exiger de cette commission. Ce qui m'inquiète davantage ce n'est pas la mise en place de cette commission internationale dont nous attendons de l'extérieur, ce qui m'inquiète, c'est que les Barundi ne veulent pas mettre sur pied un mécanisme interne qui puisse les aider à connaître la vérité. Je pense qu'il y a au moins 3 exigences pour cette vérité, il y a d'abord le respect des morts, les nombreuses victimes qui n'y sont pour rien. Si vous respectez un mort, vous devez trouver la cause de sa mort.

Il faut cette vérité deuxièmement pour la jeunesse qui souffre, voilà nos jeunes qui nous quittent, les uns trichent par n'importe quelle moyen pour avoir des papiers afin de quitter ce pays devenu invivable. Demain, ils chercheront leur source et pour trouver leurs repères, ils ont besoin de connaître leur histoire, de savoir pourquoi ils ont fui le pays, nous devons à la jeunesse la vérité. Et puis, il y a cette exigence à la réconciliation et enfin une exigence des hommes politiques, un devoir des citoyens qui doivent être dirigés demain par des hommes aux mains propres, le président Ntibantunganya a dit à plusieurs reprise « Il faut qu' avant les élections, cette question d'impunité soit résolue et qu'on sache qui a les mains propres, qui a les mains sales.

Ntiruhangura :

Si vous permettez, il y a une question qui avait été posée à l'honorable Nzobonariba, à vous entendre, il y a une volonté politique qui manque alors qu'il y a un besoin de justice, de vérité et de réconciliation. Est ce qu'il y a un moyen de contraindre le gouvernement à cette réalité, ? Honorable Nzobonariba.

Nzobonariba :

Je pense que c'est plus que nécessaire qu'il y ait une mobilisation de toutes les forces de la société civile pour amener le pouvoir à souscrire dans le besoin de la vérité. La première question qui dit qu'il y a eu changement à la tête de l'Etat et nous demande si j'estime que ce blocage là persiste encore. Oui, et là je pense que même maître Nzeyimana tout en désavouant ma position semble me donner raison. C'est même une preuve que les gens prennent l'habitude depuis longtemps quand ils veulent confiner le conflit burundais à un problème ethnique. Lorsque la vérité s'érige en obstacle aux intérêts, elle est combattue par tous les organes de l'Etat. On réfléchit en terme d'intérêts, on regarde d'abord le profit avant d'analyser.

Les radios privées en connaissent quelque chose parce qu'en certain moment, elles deviennent gênantes. Ce n'est pas quand même possible de vous demander de lire votre texte avant d'avoir l'autorisation de le publier. C'est qu'il y a quelque chose cachée.

L'institution des *bashingantahe* dont maître Nzeyimana nous a parlé et, nous avons constaté effectivement que cette institution est une vanna à la dérive à la société où c'est pas dit que toute la société était vouée. Je vous ai même fait part du parallélisme, qu'il y avait toujours un équilibre entre les proverbes qui faisaient la vertu de la vérité et d'autres de la ruse je pense que ce de savoir la mobilisation nécessaire pour la cause de la vérité, je pense que c'est nécessaire puisque j'ai démonté que les réflexes subsistent et indépendamment de quel changement que l'on fait (parti au pouvoir, parti d'opposition et de la société civile) pour faire du contre pouvoir. Si non il y aura toujours des courtisans.

Avec cette situation, on aura jamais la vérité et la réconciliation puisque ces courtisans vont toujours enfoncer le patron dans le mauvais chemin, ici je rejoins l'abbé Kana, la vérité est nécessaire, elle est universelle.

Modérateur :

Honorable Nzobonariba, la question des journalistes est claire, ils demandent quelle forme de mobilisation il faut mettre en place demain pour qu'enfin la vérité puisse se dégager.

Honorable Nzobonariba :

La forme de mobilisation est en fonction des statuts de chacun dans la société. Il y a des associations, elles sont appelées à se mobiliser, il y a des journaliste, il y a le parlement, il vote les lois, elles arrivent au sénat et le gouvernement les retire, le parlement ne doit pas se mettre en grève mais il doit travailler avec des règles bien précises, il fait des injonctions, des protestations, il prend l'opinion pour témoin afin que la pression puisse faire changer à l'exécutif sa position.

Modérateur :

Et si vous votez des lois qui vont pourrir dans le tiroir du gouvernement, honorable Nzobonariba, tu nous parles présentement de quelle type de mobilisation ?

Honorable Nzobonariba :

Vous pensez que ce café de presse que vous avez organisé aujourd'hui ne fait pas partie de cette voie que vous demandez ? Le parlement doit exploiter les solutions envisagées par la société civile. S'il n'y a pas des mécanismes propres aux journalistes, propre au parlement, aux fonctionnaires, propre à la société civile, il faut agir ensemble, se décider à briser le silence et nous sommes en train de faire cet exercice.

Nsabimana Emmanuel :

Ma question est à l'endroit du panel mais aussi au parterre parce que je remarque que dans la salle, il y a des gens qui ont été à Arusha. Apparemment, vous ne vous êtes pas entendus sur la commission vérité et réconciliation et surtout sur la nature du conflit burundais, j'ai l'impression que c'est la raison pour la quelle vous avez

prôné l'immunité provisoire. Est ce que vous pouvez nous parler des relations existantes entre l'immunité provisoire que vous avez prévue dans l'accord d'Arusha et la commission vérité et réconciliation ?

Ambassadeur Mukuri :

Moi je pense que les interventions des conférenciers nous ont mis sur la piste de ce qu'il fallait pour aborder la question parce que lorsque l'honorable Léonidas se pose la question de quelle vérité, il a dit : la vérité, la mienne ou la vôtre ? Pour faire quoi, pour se venger ou faire quoi ? Tout cela c'est pour nous mettre sur la piste.

L'honorable Nzobonariba nous parle d'obstacle à l'éclosion de la vérité, c'est très important on devait s'acheminer vers là. Quels sont ces obstacles précisément ? Pour répondre au ministre Nzeyimana qui conteste la culture du mensonge, depuis la proclamation de la République, on vit une culture du mensonge et je pense que nulle peut poser la question où étaient les bashingantahe ? Vous savez que les bashingantahe ont été réduits au silence, je ne sais pas si vous allez affirmer que depuis cette époque jusqu'aujourd'hui, les bashingantahe ont eu la parole. Je vais maintenant répondre la question à propos de l'immunité provisoire.

On a demandé si personne n'a dit la vérité à Arusha. Nous nous sommes dit la vérité à Arusha et évidemment comme disait l'honorable Léonidas, c'est que chacun disait la vérité en cachant la vraie vérité. L'immunité provisoire, on s'est entendu parce que le constat est qu'il y a eu génocide au Burundi. Cela a été reconnu par les négociateurs mais on n'a pas pu se mettre d'accord sur les auteurs. Parce que, soyons concrets, à Arusha, les uns disaient, ce sont les Hutu, les autres disaient ce sont les Tutsi auteurs de ces génocides. A cette allure, il fallait s'en remettre à la mise en place de ces 2 commissions, si non qui allait réellement trancher ? C'est pourquoi on a demandé qu'il y ait enquête judiciaire qui va déterminer les responsabilités, c'est ainsi qu'on a décidé qu'en attendant les résultats, il faut une immunité provisoire.

Pour revenir aux obstacles à l'éclosion de la vérité, il faut constater que depuis l'indépendance à nos jours, il y a des gens qui ont été au pouvoir jusqu'à nos jours, il y a des gens qui ont été au pouvoir et qui ont commis des crimes à différentes époques, pensez-vous que ces gens aimeraient que la vérité éclate au grand jour ? Je ne pense pas. Il y a des gens qui ont tué Ndadaye, est ce que vous pensez que ces gens aimeraient que la vérité voit le jour ? Par la suite, des milliers des gens sont morts, pensez-vous que ces criminelles aimeraient que la vérité éclate ? Donc, il y a tant d'obstacles à ce que la vérité puisse voir le jour. Quant à dire que le moment est propice, hier comme aujourd'hui, tout le monde a soif de la vérité, si la vérité n'éclate pas, la justice ne sera pas faite ni la réconciliation.

Modérateur :

Avec la permission de mes collègues journalistes, j'aimerais remettre le micro à l'honorable Léonidas.

Emmanuel Nsabimana :

Je voudrais poser la question au panel ou au parterre, on sait qu'il est prévu une commission internationale d'enquête judiciaire et une commission vérité et réconciliation. Qu'est-ce qui doit venir avant ?

Léonidas :

Monsieur le modérateur, vous nous avez invité dans ce café de presse avec un thème bien précis ; il y a une série de questions que vous avez posées ici, lorsque nous abordons une question comme cela, nous sommes obligées de suivre la structuration que vous avez voulu. Essayez, monsieur le modérateur de rester dans le canevas que vous nous avez tracé. Nous sommes obligés d'approcher le thème dans un certain esprit.

Lorsque je posais la question de la vérité, ce n'est pas parce que je n'étais pas d'accord avec les introductions de l'abbé Kana, moi je savais que la vérité est une mais est ce qu' une réalité, lorsque vous appréhendez le problème burundais, est-ce que nous avons une même vérité, pour un même phénomène ? Lorsqu'on connaît les tragédies de 1972, un Hutu a sa vérité, un Tutsi a sa vérité. Toutes ces approches dont j'ai parlées, ce n'était pas pour dire qu'on a pas droit de dire la vérité mais le peuple burundais n'est pas un peuple atypique contrairement à ce qu'on raconte.

C'est un peuple qui a besoin de connaître la vérité. Le besoin de la vérité est un besoin naturel pour tout être humain, nous avons besoin de connaître la vérité sur l'histoire de notre pays et surtout sur les tragédies qui ont ensanglanté le pays. Comment ? Chacun de nous doit se rendre compte aujourd'hui de ce qui empêche la vérité à voir le jour. Ceux qui ont intérêts dans tout cela, est-ce que c'est le peuple? Non ! Ce sont ceux qui l'ont géré, que ce soit d'hier ou ceux d'aujourd'hui personne ne veut que la vérité s'épanouisse parce que dans un premier temps, ils sont responsable, la vérité ne les sert pas.

Modérateur : comment s'en séparer ?

Léonidas :

Il y a 2 choses, le peuple qui est fort s'en sépare par force ; Si vous voyez la configuration de l'exécutif aujourd'hui, croyez-vous qu'ils ont intérêts à ce qu'on sache ce qui s'est passé dans la nuit du 21/10/93 ?

Fiacre MUNEZERO:

Il y a un problème dans ce pays, chaque fois on responsabilise la classe politique, est-ce que les tueurs ne sont pas n'importe quel burundais au lieu d'accuser aujourd'hui le FRODEBU ? UPRONA ? demain sera la RPB et ainsi de suite.

Léonidas :

Entendons-nous, ce ne sont pas seulement les partis qui sont responsables, ici vous voulez dire que tous les Burundi, nous nous sommes entretués comme on aimerait toujours le dire ? Là, ça serait une globalisation dangereuse parce que nous essayons de découvrir la vérité et la vérité veut dire les responsabilités. Circonscrivons les choses et disons, nous voulons savoir la vérité sur tel ou tel autre événement, essayons de nous comprendre sur quel sujet, sur quel événement nous voulons découvrir les responsabilités. A ce moment, on pourra connaître le champ des investigations. Nous ne pouvons pas responsabiliser le peuple burundais devant les événements.

Fiacre Munezero :

Si on prenait de 72 à nos jours et établir les responsabilités, je pense que c'est ça !

Ntiruhangura :

Lorsqu'on dit que la vérité a une vertu thérapeutique et une vertu libératrice, nous, nous voulons être sauvés de cette crise, il faut alors une lumière sur tout ce qui s'est passé pour que les responsabilités des uns et des autres soient dégagés. Alors, nous voulons nous voulons la lumière sur ce qui s'est passé depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, voilà la question.

Le ministre Nkengurutse :

Je vous remercie, monsieur le modérateur, je voudrais enfin vous demander de ne pas exprimer votre déception, je pense que le travail qu'on est entrain de faire ici est un travail excellent, en effet, la vérité, on ne la découvre pas en un seul jour, il faut des mois et des années et mêmes des siècles. Je pense que la Ligue Iteka est sur la bonne voie ainsi que les autres burundais animés de bonne foi. C'est ainsi que le Burundi tient encore debout.

En tant que témoin de ce qui s'est passé à Arusha, je voudrais entamer le sujet dans son contexte véritable. C'était au cours d'une réunion appelée à l'époque « réunion des key players » à Dar-es-salaam. Tous les partis n'étaient pas là, il y avait seulement quelques partis dans la 1^{ère} commission, je pense que monsieur Raphaël Ntibazonkiza représentait le Frodebu à un certain moment donné les discussions se bloquaient sur la responsabilité de ce qui s'était passé au Burundi depuis l'indépendance. C'est le président Bagaza qui a pu débloquer la situation en proposant de créer 2 commissions : une commission internationale d'enquête judiciaire pour enquêter sur les crimes graves de génocide et autres, une autre commission pour s'occuper des questions plus au moins ordinaires. Dans sa proposition, c'était commission vérité arbitrage et réconciliation et à Arusha, on a supprimé le vocable arbitrage pour laisser vérité et réconciliation. Dans l'accord d'Arusha, il est stipulé quelque part que l'assemblée nationale ne peut pas voter une motion de censure pour destituer le gouvernement et réciproquement le pouvoir exécutif en l'occurrence le Président de la République n'a pas le droit de dissoudre l'assemblée nationale.

Lorsque vous placez les institutions dans cette situation, il faut accepter ce qui en découle. Pour ce qui est de l'immunité provisoire, on en parle aussi. C'est Mandela lui même qui a avancé cette idée dès le début de sa mission comme médiateur dans les conflits burundais. Les Burundais n'ont pas demandé l'immunité provisoire eux-mêmes, ils ont été pressés par Mandela pour demander cela. Apparemment, il savait bien qu'il y avait des gens qui ont commis des crimes graves il semblait viser les Tutsi à tort parce qu'il avait été informé et l'idée est restée. On est en train de voir maintenant à qui profite cette proposition.

Pratiquement aux gens qui ont commis des crimes graves, mais normalement lorsqu'on accepte d'aller dans les pouvoirs politiques, il faut assumer tous les actes dont on est responsable et d'en répondre devant les burundais le monde et dans l'histoire. C'est pourquoi, moi je suis contre l'immunité provisoire. Un homme

politique doit assumer ses actes comme un adulte. Il n'y a que des fous et des enfants qui ne répondent pas à leur actes.

Je dois dire aussi que la vérité est en train de venir petit à petit et le Burundi n'a pas de culture de mensonge. Vous savez, dans la culture française on dit « toute vérité n'est pas bonne à dire » je pense que le Burundi n'a pas une culture propre, il a une culture universelle. Je dois vous féliciter d'avoir organisé ce débat, la vérité est en train de venir à travers la société civile, à travers les ligues des droits de l'homme comme la Ligue Iteka, à travers les courageux hommes de la presse qui sont malmenés, qui sont emprisonnés et quelques hommes politiques quand même qui osent dire la vérité mais je dois vous dire que je suis vraiment scandalisé qu'on est en train de traquer Mukasi comme une souris dans un trou et le monde se tait, ce n'est pas le grand criminel qu'il faudrait traquer mais il y en a d'autres maintenant qui sont choyés qui sont payés, on nous a dit même qu'il y a ceux qui touchent 12000 euros par mois. C'est un scandale ; mais je dois toujours vous dire que la vérité est en train de venir petit à petit, mais il faudra rester sur le chemin, sur la bonne voie, la vérité finira par triompher mais difficilement parce qu'il y a des obstacles majeurs, le cas de Kassy Malan, cas de Ndadaye, Rwagasore lui même a été assassiné par le pouvoir colonial mais on a jamais assisté à un belge exécuté, on a pendu quelques grecs et quelques burundais, les autres sont restés dans l'ombre.

Modérateur :

Merci monsieur Nkengurutse des éclaircissements que vous venez d'apporter. Maintenant avec votre la permission je voudrais passer la parole à la seule dame qui est présente dans la salle.

Libérate :

Je m'appelle Libérate Nicayenzi, je suis de la communauté des batwa. C'est une joie d'être ici dans la salle en communiant sur le thème « Problématique de la vérité et de la réconciliation au Burundi » Vous êtes à la 13^{ème} édition et c'est la 1^{ère} fois que les batwa participent à cette édition et c'est dommage. En tout cas, on a quelque part la peur pour émettre nos idées sur ce qui se passe dans le pays.

Je pense que du côté des Hutus et des Tutsis, en tout cas vous n'en sortirez sans que vous n'associez pas les batwa. Nous ne sommes ni du côté des Hutus ni de celle des Tutsis et je pense que notre participation est importante. Si vous le voulez, je voudrais que la presse nous invite un jour pour parler sur la problématique des hutus et des tutsis au Burundi.

Fiacre Munezero :

J'aimerais retourner sur la question vérité. Est ce qu' au Burundi on a une culture de dire la vérité ? Au regard du comportement des chrétiens dans le confessionnal, est ce que les gens disent la vérité, la question c'est pour l'abbé Kana.

Emmanuel Nsabimana :

A la fin de la transition, il est prévu les élections ? Au regard du temps qui nous reste, vous croyez qu'on aura déjà démasqué les gens aux mains sales ?

Modérateur :

Je pense que la question aux mains sales appartient au parterre et je demanderais à l'abbé de garder un tout petit peu la question du confessionnal qui pourra venir tout à l'heure autour du panel.

Raphaël Ntibazonkiza :

Ce qui est dommage concernant l'accord d'Arusha, c'est qu'on empêchait les négociateurs de raconter aux burundais ce qu'on était en train de faire à Arusha ; Moi je dois vous dire qu'à Arusha, nous avons appris à dire la vérité. Lorsque nous nous sommes entendus qu'au Burundi, il y a eu génocide, c'était clair, il restait à savoir le responsable de ce génocide.

Lorsqu'il nous était impossible de dégager la responsabilité, nous nous sommes remis à deux solutions à savoir : La mise en place d'une commission d'enquête internationale qui n'a pas encore vu le jour jusqu'à présent et d'autre part, une commission vérité et réconciliation par la réconciliation, la réconciliation des gens qui étaient en conflit à propos des crimes graves entre autres le génocide et d'autres violations des droits de l'homme universellement reconnus.

Cela nous a conduit quand même à une solution au lieu de continuer à nous jeter des mots dans la salle. Concernant le fond du problème que vous avez posé aujourd'hui, monsieur l'abbé Kana a raison, le Burundi est en crise, tout a été dit au Burundi depuis 10 ans, rien n'est caché les gens connaissent qui a tué qui. Je pense que ce qui nous reste est de voir comment sortir de la crise et la remise en place une réconciliation pour permettre aux burundais de cohabiter. On ne peut tabler sur un conflit éternel. Ce mécanisme, c'est la justice et la justice est conditionnée par la vérité ; Il faut se dire la vérité scientifique et historique du Burundi pour pouvoir se réconcilier. Il faut également la jeunesse sur l'histoire du Burundi, afin que la jeunesse puisse assumer l'avenir étant donné dans un monde où le peuple aime dire sa vérité en confidentialité, n'attendait pas que les burundais puissent aller au stade pour déclarer publiquement leur péchés. Essayons de trouver un mécanisme où chacun se sentira en sécurité pour dire voilà j'ai fait ça et je demande pardon en se rassurant qu'en demandant pardon il survivra.

Modérateur :

Monsieur Ntibazonkiza vient de dire qu'on sait la vérité, le peuple sait ce qui a fait quoi, maintenant qu'est-ce qui manque réellement pour pouvoir mettre la main dans la patte ? Quels sont les facteurs défavorisant ?

Jean- Paul Burafuta (NADEBU) :

Nul ne contesterait le fondement de la vérité que nous affiche l'abbé Kana. Nul ne contesterait également que le Burundi n'a pas une culture de mensonge. Je dois préciser qu'au Burundi, la culture du mensonge a été un fondement des pouvoirs depuis très longtemps. Ce n'est pas moi qui vous dirai que l'accès au pouvoir n'avait que ceux qui ont né avec des semences alors que ce n'était pas la vérité. Avec l'assassinat de Rwagasore, l'accès au pouvoir a toujours posé problème. Il y a eu des illégitimes, des illégaux qui ont pris le pouvoir. Ceux- là ont alors bâti davantage leurs pouvoirs sur du mensonge et ils ne voulaient pas que la vérité éclate. Cela s'est

continu jusqu'à maintenant. Il semble qu'on s'est dit tout selon Ntibazonkiza, mais le doute persiste.

Qui a fait quoi et qui est quoi, mais on ne connaît pas encore le développement du mensonge qui a créé une méfiance dans les Burundi, cette méfiance donne comme résultat la crise.

Ce qu'il faut faire maintenant : faire pression pour que la commission internationale judiciaire soit instituée. C'est à ce moment là qu'on pourra reconnaître les responsables depuis 61 jusqu'à maintenant. On pourra alors balayer notre cours pour que le pouvoir ne soit pas monopolisé par ceux là.

Badende Saïdi (sénateur) :

Juste une petite intervention sur le projet de loi sur la vérité et la réconciliation qui a été retiré du sénat par le gouvernement. C'est bien, au niveau du sénat, le texte est arrivé , mais, au niveau où il était en train d'être analysé au niveau des commissions la commission a fait remarqué aux membres du gouvernement qu'il y avait des lacunes.

A ce moment, le gouvernement l'a remarqué également et cela ne devait pas étonner les honorables qui se trouvent au panel parce que eux-mêmes ont bien dit que ce projet avait fait des tractations, des cessions et des concessions jusqu'à ce que le projet a été vidé presque de sa matière. Voilà pourquoi le sénat ne peut pas laisser un projet vidé de sa matière. Je pense même que les membres du gouvernement ont constaté cela et il été retiré.

Mukuri (CSA) :

Tout le monde demande à ce que la commission d'enquête internationale soit mise sur pied mais le conseil de sécurité de l'ONU a déclaré qu'il ne pourra pas dépêcher cette commission tant que la commission nationale vérité et réconciliation n'est pas mise en place. Voilà le résultat de ce retrait, apparemment il y en a qui profitent de ce retard.

Athanase :

Même si cette commission arrivait au Burundi, tant que les Burundi eux-même n'aimeraient pas sortir la vérité, la commission serait vouée à l'échec. Que faut-il faire en terme de stratégies pour que demain les Burundais sachent la vérité ; comment surmonter ce blocage ?

Modérateur :

Je pense qu'on doit faire le tour du panel.

Abbé Kana :

Pour moi ce n'est pas un sentiment, c'est une conviction et cette conviction ne vient pas du confessionnal, elle est inspirée de la réalité. Les Burundais aiment la vérité et aujourd'hui, la vérité est possible, nous en avons fait l'expérience. Ce que la justice ne réussit pas dans ce pays, les journalistes le réussissent. On a assassiné quelqu'un la justice passera des années pour faire des enquêtes mais les citoyens,

une semaine après, ils savent tout et prêle le micro, ils vont parler. Ce n'est donc le problème de confiance, c'est un problème d'environnement.

Même cette culture de réserve que les uns appellent de mensonge, les autres la discrétion est une culture entretenue par la classe politique parce que dans toute société, il y a toujours une part de mensonge qui est tolérée, donc, une certaine trahison de la vérité. Le problème fondamental est que dans la classe politique, le mensonge est institutionnel et le problème se trouve là.

Pour moi il suffit d'assurer de la sécurité aux burundais, leur donner une véritable liberté d'expression, il suffit de leur assurer l'anonymat pour les questions très délicates comme les crimes etc...et la vérité sortira et je dis que c'est le moment parce que nous sommes fatigués de la crise. Tout le monde a soif de la justice, pour moi, si nous en faisons objectif de chercher la vérité au service de la justice, nous avons une motivation profonde qui va engager n'importe qui, seulement, nous avons un problème.

Il y a un blocage au niveau des responsables politiques. L'accord d'Arusha a préconisé qu'il y ait une commission vérité et réconciliation, cette commission n'est pas toujours créée parce qu'elle doit être créée par le gouvernement. Vous venez d'apprendre par ce représentant de la CSA que la commission internationale d'enquête juridique ne sera pas créée tant qu'il n'y a pas cette commission vérité et réconciliation. La raison est claire, la 1^{ère} commission a produit un rapport, qu'avons-nous fait ? J'ai peur que le rapport de cette commission ne soit jeté dans les tiroirs. Moi je pense qu'il faut réagir.

Il est temps que le parlement fasse pression pour que cette commission soit mise en place.

En attendant, la société civile peut faire beaucoup de choses. Ces enquêtes, nous pouvons les faire avec ou sans couverture juridique et ça sera un instrument efficace pur demain. Les ligues de droits de l'homme, vous êtes là, vous avez accès à la population, si vous avez comme objectif la justice et vous mobilisez les gens pour servir la justice, demain pour cette vérité qui libère, je pense qu'ils vont s'engager.

Les bashingantahe, c'est votre rôle, et c'est plus efficace que les réunions de mobilisation.

Troisièmement, la presse, promenez le micro dans la population, vous allez avoir de l'information que vous cherchez. Si nous sommes engagés pur la justice que nous cherchons je pense que le moment pourra prendre effet et le résultat sera satisfaisant.

Honorable Léonidas :

J'ai posé la question pourquoi ? Je vais aborder dans ce sens parce qu'il y a la commission vérité, parce qu'il y a la commission d'enquête internationale. La commission d'enquête internationale viendrait pour enquêter sur les crimes de guerre, les crimes de génocide et les crimes graves.

La commission vérité et réconciliation aura une autre mission, même si vous dites le temps est propice pour qu'on dise la vérité, quelque part si vous nous avez écouté, nous sommes revenu sur la sécurité à tous ceux qui voudraient prendre ce risque de

dire la vérité. Nous sommes encore en guerre, pour toute raison, vous pouvez témoigner aujourd'hui et demain vous n'êtes plus.

Ca serait illusoire que cette commission fonctionne tant que la guerre n'est pas arrêtée. Est-ce qu'on peut avoir un compromis sur la vérité ? Ayons le courage de mobiliser pour dire la vérité, c'est là où je reviens, le rôle des ligues, le rôle de la presse, le rôle de nous tous ...exigez au parlement, il se fait qu'aujourd'hui, nous avons fait des efforts inimaginables pour que cette loi vidée de tout son contenu puisse quand même émerger. Le parlement actuel est à l'image de ce pouvoir qui ne voudrait pas la création de cette commission. Cette commission doit avoir des pouvoirs de coercition, des pouvoirs de contrainte pour qu'il puisse arriver à quelque chose. La personnalité et l'indépendance de la personne qui dirige cette commission est primordiale, moi je voudrais dire que je respecte les bashingantahe, le Burundi, ma nation, mais je présume que cette commission sera vouée à l'échec quelque soit le vaillant mushingantahe qui sera désigné pour la diriger, pour diverses raisons :

- la pression sociale
- chantage

Pour qu'elle fonctionne correctement, il faudra qu'elle soit pilotée par une autorité étrangère, indépendante et surtout éloignée de l'histoire du Burundi. Les burundi sont tellement fatigués des commissions, il ne faut pas qu'il soit une commission de plus. Le but, c'est pour que la vérité soit connue pour rendre justice mais surtout pour la réconciliation, surtout que la réconciliation est liée à la morale et non obligatoire.

Honorable Nzobonariba :

J'allais répondre à la question qui s'est posée vers la fin de savoir ce qui va être fait. Pour moi, face à la résistance opposée à la vérité, que ce soit par le pouvoir, que ce soit par les individus ou que ce soit par qui que ce soit, moi je préconise une chose, il faut prendre le risque, honorable Léonidas qu'il faut assurer la sécurité de ceux qui témoignent la vérité, je pense que c'est à chacun de prendre ce risque puisque la sécurité n'y est pas ? Le courage, la persévérance doit nous aider à briser le silence. A ceux qui ont le courage de dire la vérité, je les suggère d'être persévérants et de dire la vérité tout en évitant des accusations gratuites qui risquent de semer amalgames.

Il y a plusieurs façons de dire la vérité sur les événements, sur les faits à la fin, l'auteur finira par se démasquer, l'environnement finira par pointer du doigt au responsable, mais il faut du courage, il faut apprendre à dénoncer, il faut un esprit de solidarité à l'endroit de ceux qui sont d'accord à dire la vérité, donc apprendre à protéger les gens qui sont engagés à briser ce silence.